



Direction des Ressources Humaines
2 avenue Pierre Mendès France
75913 paris CEDEX 13

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

MISE A DISPOSITION DE PLACES DE CRECHES POUR LES ENFANTS DU PERSONNEL DE LA CAISSE DES DEPOTS

ACCORD-CADRE n° 2 0 2 4 5 3 7 2

SOMMAIRE

1.	Dispositions générales de l'Accord-cadre	3
1.1.	Objet de l'Accord-cadre	3
1.2.	Décomposition de l'Accord-cadre	3
1.3.	Durée de l'Accord-cadre	4
1.4.	Nature des Prestations	4
1.5.	Modalités d'attribution des bons de commande	4
1.6.	Modalités de suivi de l'Accord-cadre	5
2.	Pièces contractuelles	5
3.	Délais d'exécution	5
3.1	Délais de base	5
3.2	Prolongation des délais	6
4.	Conditions d'exécution des Prestations	6
4.1	Obligations du Titulaire	6
4.2	Personnel affecté à l'exécution de l'Accord-cadre par le Titulaire	6
4.3	Obligation de conseil et de mise en garde	7
4.4	Confidentialité	7
4.5	Protection des données à caractère personnel	8
4.6	Force majeure	8
4.7	Recours par le Titulaire à des tiers pour l'exécution de l'Accord-cadre	9
4.8	Travail dissimulé	9
4.9	Conflits d'intérêt	9
4.10	Clause de réexamen	10
4.11	Clause de non-exclusivité	10
4.12	Changement de circonstances	11
5.	Garanties financières	11
6.	Prix de l'Accord-cadre	11
7.	Avance	11
8.	Modalités de règlement des comptes	11
8.1	Acomptes et paiement partiels définitifs	11
8.2	Présentation des demandes de paiements	12
8.3	Délai de paiement	13
8.4	Paieement des cotraitants	13
8.5	Paieement des sous-traitants	13
9.	Pénalités	13
9.1	Conditions générales d'application des pénalités	13
9.2	Pénalité pour non-respect de la législation du travail	14
9.3	Indemnité forfaitaire pour non-respect de l'obligation de confidentialité	14
9.4	Pénalités de retard	14
9.5	Pénalité pour non-respect de la qualité de service	14
9.6	Pénalités pour non-respect des obligations sociales et environnementales	14
10.	Constatation de l'exécution des Prestations	15
10.1	Vérifications	15
10.2	Décision après vérification	15
11.	Résiliation de l'Accord-cadre	15
12.	Responsabilités et assurances	15
12.1	Responsabilité du Titulaire	15
12.2	Assurances	16
13.	Droit et langue	16
14.	Clauses complémentaires	17
14.1	Régularité administrative du Titulaire	17
14.2	Information du Titulaire sur le dispositif de déontologie de l'Acheteur	17
14.3	Information du Titulaire s'agissant de la lutte contre la corruption	18
14.4	Information du Titulaire sur l'assujettissement de la CDC à la LCB-FT	18
14.5	Plan de progrès	18
15.	Dérogations	19

1. Dispositions générales de l'Accord-cadre

1.1. Objet de l'Accord-cadre

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) a pour objet de définir les conditions de **mise à disposition de places de crèches pour les enfants du personnel de la Caisse des Dépôts et des membres du groupement** (ci-après la CDC ou l'Acheteur) dans un ou des établissement(s) d'accueil de la petite enfance (EAJE) accueillant des enfants âgés au minimum de 10 semaines jusqu'à l'âge de leur entrée en école maternelle.

Un **groupement de commandes** permanent a été constitué, selon les articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la Commande Publique, groupement s'appuyant sur la convention constitutive signée par les membres adhérents, constitué de :

- La Caisse des Dépôts et Consignations (« CDC »), coordonnateur du Groupement ;
- CDC Informatique, filiale de la CDC.

Le coordonnateur, la CDC, est désigné pour représenter collectivement les membres dans le cadre de la procédure d'attribution de l'accord cadre, ainsi que pour l'exécution de l'accord cadre. Toutefois, chacun des membres du Groupement est compétent pour conclure, pour leurs besoins propres, et exécuter les bons de commandes passés sur le fondement de l'accord cadre. A ce titre, chaque membre du groupement assurera pour son propre compte :

- L'émission des bons de commande le concernant ;
- Le suivi de la bonne exécution des prestations pour la durée du marché ;
- Les démarches administratives courantes afférentes aux prestations.

Lieu(x) d'exécution : France entière (France métropolitaine et Outre-Mer).

1.2. Décomposition de l'Accord-cadre

L'accord-cadre comprend les **10 lots** suivants :

Lot	Désignation	Nombre d'attributaires maximum par lot	Nombre maximum annuel de berceaux
1	Paris, Ile de France	3	120
2	Bordeaux	3	15
3	Angers	1	8
4	Territoire métropolitain (à l'exception de Paris, l'Ile de France, Bordeaux et Angers)	3	25
5	Guadeloupe	1	3
6	Martinique	1	3
7	Guyane	1	3
8	Réunion	1	3
9	Mayotte	1	3

10	Nouvelle-Calédonie	1	3
----	--------------------	---	---

1.3. Durée de l'Accord-cadre

L'Accord-cadre est conclu pour une **durée initiale d'un (1) an** à compter de sa date de notification.

L'Accord-cadre pourra être **reconduit tacitement trois (3) fois**, pour une nouvelle **durée d'un (1) an**, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans. Le Titulaire ne pourra pas s'opposer à ces reconductions.

La reconduction de l'Accord-cadre est considérée comme acceptée si aucune décision contraire n'est prise par l'Acheteur au moins trois (3) mois avant la fin de la durée de validité de l'Accord-cadre.

Dans le cas où l'Acheteur décide de ne pas reconduire l'Accord-cadre, la décision de ne pas reconduire l'Accord-cadre ne donne droit à aucune indemnité.

La notification est réalisée via la plateforme de dématérialisation de l'Acheteur. La date de notification est la date de l'accusé de réception ou à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil acheteur.

1.4. Nature des Prestations

Les lots de cet **Accord-cadre sont soit mono attributaire (3, 5 à 10), soit multi attributaires (1, 2 et 4), et traités à prix unitaires**, en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 2° à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique (ci-après l'« **Accord-cadre** »).

L'Accord-cadre donnera lieu à l'émission de **bons de commande**, il est **sans minimum, mais avec un maximum en quantité**, indiqué ci-avant au 1.2, conformément au 2° de l'article R. 2162-4 du Code de la commande publique.

1.5. Modalités d'attribution des bons de commande

L'attribution des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence.

Ces Prestations à prix unitaires sont exécutées sur notification préalable d'un bon de commande au Titulaire par l'Acheteur. L'Acheteur émettra les bons de commande en fonction de ses besoins et conformément aux prix unitaires indiqués à l'annexe financière.

Les bons de commande sont en général annuels et peuvent être proratisés en fonction de la date de départ de l'enfant. L'émission des bons de commande est soumise à la transmission préalable à l'Acheteur, du contrat d'inscription de l'enfant en crèche.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du Titulaire ;
- La date et le numéro de l'Accord-cadre ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la description des Prestations à réaliser ;
- Les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- Les lieux d'exécution des Prestations ;
- Le montant du bon de commande ;
- Les délais laissés le cas échéant au Titulaire pour formuler ses observations ;
- La durée d'exécution des Prestations.

Les bons de commande sont notifiés au Titulaire par mail.

L'annulation par l'Acheteur d'un bon de commande ne donne lieu à aucune indemnité, dès lors qu'il n'a donné lieu à aucun commencement d'exécution. Dans le cas contraire, le Titulaire est indemnisé, sur présentation de justificatifs, des dépenses utiles qu'il a engagées pour l'exécution du bon de commande, à l'exclusion de toute autre indemnité.

Sauf stipulation différente des documents de l'Accord-cadre, le délai d'exécution d'un bon de commande commence à courir à compter de la date de notification de ce bon de commande au Titulaire.

Seuls les bons de commande signés par un représentant de l'Acheteur pourront être honorés par le Titulaire.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation préalable avec le Titulaire. L'Acheteur a la possibilité de notifier des bons de commande au Titulaire jusqu'au dernier jour de validité de l'Accord-cadre.

L'exécution des bons de commande émis avant la date d'échéance de l'Accord-cadre peut être poursuivie au-delà de cette date. Toutefois, dans ce cas, l'Acheteur ne peut notifier au Titulaire des bons de commande dont la durée d'exécution aboutirait à méconnaître l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Eu égard au respect de l'intérêt des enfants placés en crèches, l'Acheteur aura la possibilité de notifier des bons de commande au-delà de la durée de la validité du présent accord-cadre jusqu'au départ de l'enfant de la crèche. L'exécution des bons de commande ne peut aller au-delà du temps strictement nécessaire pour satisfaire l'intérêt des enfants déjà placés en crèche.

1.6. Modalités de suivi de l'Accord-cadre

Le Titulaire précisera les coordonnées d'un interlocuteur unique et de son remplaçant ou d'une boîte mail générique, pour assurer l'interface du Titulaire avec l'Acheteur, s'agissant notamment de l'ensemble des questions logistiques, administratives et/ou financières.

En cas de remplacement, le Titulaire notifie immédiatement à l'Acheteur les coordonnées du nouvel interlocuteur et prendra toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des Prestations ne soit pas compromise. En cas de remplacement, le Titulaire s'engage à ce que le remplaçant désigné présente, *a minima*, les mêmes niveaux de qualification et d'expérience que l'interlocuteur présenté au stade de l'offre initiale.

2. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'Accord-cadre (ci-après les « Documents Contractuels ») sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière (le bordereau des prix unitaires - BPU) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
 - Annexe n°1 « Sous-traitance de traitement de données personnelles » (RGPD) ;
 - Annexe n° 2 Mode opératoire facturation (Plaquette CDC Portail SY et Portail bonnes pratiques) ;
 - Annexe n° 3 relative à l'attestation de non-conflit d'intérêt ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les bons de commande émis en cours d'exécution ;
- Le cas échéant, l'acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4) ;
- Le mémoire technique du titulaire.

Ces documents pourront être modifiés par voie d'avenant, chaque avenant ayant un rang identique au document qu'il complète ou modifie.

En concluant cet Accord-cadre avec l'Acheteur, le Titulaire accepte sans réserve le présent CCAP. Toutes conditions générales de vente du Titulaire contraires au présent document sont inopposables à l'Acheteur.

3. Délais d'exécution

3.1 Délais de base

Le Titulaire est tenu au respect des délais d'exécution des Prestations spécifiés dans les Documents Contractuels, et notamment dans le CCTP, ou, le cas échéant, dans chaque bon de commande, le non-respect de ces délais pouvant le cas échéant justifier l'application de pénalités.

Le montant et les conditions d'application des pénalités éventuellement applicables en cas de non-respect des délais contractuels d'exécution des Prestations sont spécifiés à l'article « Pénalités » du présent CCAP.

L'Acheteur aura la possibilité de notifier des bons de commande jusqu'au dernier jour de validité de l'Accord-cadre. L'exécution des bons de commande notifiés avant la date d'échéance de l'Accord cadre peut-être poursuivie au-delà de cette date.

Dans l'hypothèse où, aux termes des Documents Contractuels, plusieurs délais d'exécution différents peuvent être appliqués à une même Prestation, le Titulaire s'engage à respecter le délai le plus favorable à l'Acheteur.

3.2 Prolongation des délais

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-FCS, une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'Acheteur au Titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution de l'Accord-cadre dans le délai contractuel. Il en est notamment ainsi, si la cause qui met le Titulaire dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait de l'Acheteur ou provient d'un événement ayant le caractère de force majeure. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application de l'Accord-cadre, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier d'une prolongation du délai d'exécution, le Titulaire doit formuler, dans le délai contractuel d'exécution de la Prestation une demande de prolongation du délai d'exécution dans laquelle :

- Il doit signaler les causes qui selon lui font obstacle à l'exécution de la Prestation et qui échapperaient à sa responsabilité ;
- Il doit indiquer la durée de la prolongation demandée dès que le retard peut être déterminé avec précision.

Cette demande, peut-être adressée par téléphone pour plus de rapidité mais elle doit être impérativement confirmée par écrit sous peine d'irrecevabilité.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel, éventuellement déjà prolongé.

4. Conditions d'exécution des Prestations

4.1 Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage à avoir pris connaissance des besoins exprimés par l'Acheteur.

Le Titulaire s'engage à réaliser les Prestations objet de l'Accord-cadre qui lui sont attribuées conformément aux stipulations de l'Accord-cadre, aux meilleurs usages de la profession, et à fournir à l'Acheteur les solutions les plus adaptées aux besoins exprimés par ce dernier.

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des documents et informations techniques qui lui sont communiqués par l'Acheteur avant ou pendant la réalisation des Prestations.

Le Titulaire est seul responsable des moyens et des méthodes qu'il met en place dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre.

4.2 Personnel affecté à l'exécution de l'Accord-cadre par le Titulaire

Le Titulaire affecte à l'exécution des Prestations objet de l'Accord-cadre, des intervenants en nombre suffisant et pourvus du niveau de qualification et d'expérience nécessaire, tant dans le domaine technique que fonctionnel, en fonction de la nature des Prestations et pour la bonne réalisation de ceux-ci.

Le Titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la stabilité de ses équipes pendant la durée des Prestations.

Le Titulaire a l'obligation de communiquer dans les plus brefs délais à l'Acheteur toute modification le concernant et survenant au cours de l'exécution de l'Accord-cadre, telle que, notamment, l'identité de la ou des personnes ayant le pouvoir de l'engager, tous changements relatifs à son entreprise et à son contrôle, tous changements affectant les personnes chargées de l'exécution de l'Accord-cadre qui lui ont été attribués ou susceptibles d'affecter l'exécution de l'Accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à désigner un interlocuteur dédié à l'Acheteur chargé du suivi global de l'exécution de l'Accord-cadre qui lui est attribué. Ce dernier sera l'interlocuteur unique du représentant de l'Acheteur pour l'ensemble des questions relatives à la réalisation de la Prestation. Le Titulaire s'engage dans la mesure du possible à maintenir le même interlocuteur dédié, et à le remplacer dans les meilleurs délais en cas d'indisponibilité, et ce jusqu'à la fin de l'Accord-cadre.

De plus, le Titulaire prend les mesures nécessaires pour minimiser l'impact de tout départ et notamment pour que les éventuelles opérations de remplacement n'affectent en rien les délais de fourniture des Livrables ni la qualité des Prestations. En cas de départ d'un intervenant du Titulaire affecté à l'exécution des Prestations, le Titulaire prend à ses frais toutes les mesures permettant le remplacement de cet intervenant, dans des conditions garantissant la continuité des Prestations et le respect par le Titulaire de ses obligations contractuelles, sans pouvoir prétendre à ce titre à aucune majoration de prix ou compensation de quelque nature que ce soit.

Le Titulaire reconnaît que tout retard ou toute mauvaise exécution des Prestations au regard des Documents Contractuels, faisant suite à un changement d'intervenant, constitue un manquement contractuel susceptible d'engager sa responsabilité.

Le Titulaire doit disposer d'une politique de sécurité interne relative à son système d'information et il sensibilise son personnel sur les enjeux de la sécurité des systèmes d'information et sa responsabilité dans ce domaine. Les intervenants du Titulaire peuvent être amenés à travailler dans les locaux de l'Acheteur. Ils doivent dans ce cas respecter les règles de sécurité et de confidentialité que leur transmettra l'Acheteur, ils demeurent néanmoins dans tous les cas sous l'autorité hiérarchique du Titulaire.

4.3 Obligation de conseil et de mise en garde

Le Titulaire est tenu, à l'égard de l'Acheteur, d'une obligation de conseil renforcée, d'information et de mise en garde, quelles que soient les compétences ou les connaissances de l'Acheteur.

Les conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions du Titulaire doivent s'entendre au titre de sa qualité de professionnel dans le domaine d'activité objet de l'Accord-cadre mais aussi de sa très bonne connaissance tant du contexte que de l'activité de l'Acheteur. Il reconnaît se conformer à l'ensemble des textes législatifs et réglementaires ainsi que toutes les normes techniques et bonnes pratiques de sécurité dans le domaine d'activité relatif à ses services.

A ce titre, le Titulaire s'engage :

- À alerter l'Acheteur sur tout événement, imputable à ce dernier ou à un tiers, tout choix ou toute demande effectuée par l'Acheteur, dont le Titulaire a directement ou indirectement connaissance, qui pourrait avoir une incidence défavorable sur les conditions d'exécution de l'Accord-cadre ;
- À contrôler tous les documents et informations qui lui sont communiqués par l'Acheteur ou une personne désignée par l'Acheteur afin de s'assurer de leur cohérence et complétude et, le cas échéant, mettre en garde l'Acheteur sur toute erreur ou oubli relevé dans ces documents ou informations ;
- À ne soumettre à l'Acheteur aucune proposition contraire à la réglementation et législation applicable aux Prestations définies aux présentes.

Le Titulaire reconnaît que toute incohérence, insuffisance ou erreur dans ses conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions, et plus généralement toute méconnaissance de son obligation de conseil et de mise en garde, sont susceptibles d'entraîner un préjudice important pour l'Acheteur, tel que notamment une atteinte à sa renommée ou à sa réputation.

En cas de mise en cause de la responsabilité du Titulaire du fait d'un manquement allégué à son obligation de conseil et de mise en garde, il appartient au Titulaire d'apporter la preuve de l'absence de manquement ou de faute de sa part.

Le Titulaire s'engage, à titre d'obligation essentielle, à fournir à l'Acheteur, des données vérifiées et il garantit l'exactitude et la cohérence des données transmises dans le cadre du présent Accord-cadre.

L'Acheteur mettra à la disposition du Titulaire, tous documents et informations que l'Acheteur jugera nécessaires à la bonne réalisation des Prestations.

4.4 Confidentialité

Le présent article complète l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les documents, fichiers, données ou renseignements de toute nature, relatifs aux parties et échangés entre les parties quel qu'en soit le moyen, sont strictement confidentiels et restent en tout état de cause la propriété de la partie qui les a communiqués. Sont également strictement confidentiels tous les documents, Données et informations de nature technique, organisationnelles ou financière dont le Titulaire a pu avoir connaissance dans le cadre de l'Accord-cadre et en particulier les informations relatives à la lutte anti-blanchiment, l'organisation, la stratégie en matière de prévention des risques de l'Acheteur.

Le respect de cette obligation de confidentialité sera notamment assuré par les moyens suivants, sous réserve de stipulations particulières :

- Au terme de l'exécution de l'Accord-cadre ou en cas de résiliation, le Titulaire restitue sans délai à l'Acheteur une copie de l'intégralité des Données confiées par lui dans le cadre de la Prestation. Une fois la restitution effectuée, le Titulaire détruit, dans un délai de trois (3) mois, les éventuelles copies de Données détenues dans son système d'information, y compris les Données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage. La restitution et la destruction des Données sont constatées par un procès-verbal daté et signé par le Titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur ;

- Les éventuels moyens informatiques mis en œuvre par le Titulaire pour l'exécution de ses obligations contractuelles, et notamment les postes de travail et outils de sauvegarde, seront conformes aux règles de sécurité définies par l'Acheteur ; sauf procédure exceptionnelle approuvée par l'Acheteur, il ne sera pas utilisé de support de stockage magnétique ou électronique externe (clé USB, disque amovible ou autre) ;
- Le Titulaire prend toutes les précautions d'usage pour la protection et l'intégrité des Données et informations, et aux éléments auxquels il a accès dans le cadre de l'Accord-cadre. Il prend par ailleurs toutes les mesures permettant, à la suite d'un incident, la restauration dans leur intégrité des Données affectées par ledit incident pour les éventuels services en ligne qu'il met en œuvre pour l'exécution de ses obligations contractuelles ;
- Il s'engage également à ne pas dupliquer, ni copier, ni reproduire de quelque manière que ce soit les documents qui contiennent des informations confidentielles sans l'accord préalable et écrit de l'Acheteur ;
- Le Titulaire s'engage à ne communiquer, ni permettre à quiconque ne disposant d'aucune autorisation ou habilitation à cet effet, l'accès aux Données, et s'assure de la sécurité physique et logique des accès aux services mis en œuvre.

Le Titulaire est relevé de ces engagements vis-à-vis de toute information confidentielle :

- Entrée dans le domaine public en l'absence de toute faute qui lui soit imputable ;
- Dont la divulgation à un tiers a été autorisée par l'Acheteur, par un écrit adressé spécifiquement au Titulaire ;
- Que la loi ou la réglementation fait obligation au Titulaire de communiquer.

Le Titulaire garantit le respect de cette obligation de confidentialité tant par ses dirigeants que par ses employés, ses sous-traitants ou autres cocontractants éventuels, et tout autre tiers participant à un titre quelconque à l'exécution des Prestations ou à la réalisation des Livrables, tels que définis dans les Documents contractuels, auxquels il aurait été autorisé par l'Acheteur à communiquer des informations confidentielles, et tant en ce qui concerne l'existence même de l'Accord-cadre que les objectifs poursuivis par l'Acheteur. A ce titre, le Titulaire s'engage à conclure avec les sous-traitants ou cocontractants et autres tiers concernés un accord de confidentialité contenant des exigences au moins aussi contraignantes que celles du présent article ; étant entendu que le Titulaire se porte fort du respect par les personnes visées à cet alinéa de la présente obligation de confidentialité.

La présente obligation de confidentialité est valable pendant toute la durée des relations contractuelles du Titulaire et de l'Acheteur, et pendant deux (2) ans à compter de leur cessation, pour quelque cause que ce soit.

L'obligation de confidentialité est une obligation essentielle de l'Accord-cadre sans laquelle l'Acheteur n'aurait pas contracté avec le Titulaire et pourra entraîner de ce fait en cas de non-respect une indemnité dans les conditions prévues à l'article « Indemnité forfaitaire pour non-respect de l'obligation de confidentialité » du présent CCAP.

4.5 Protection des données à caractère personnel

Le présent article déroge expressément à l'article 5.2 du CCAG FCS.

Chacune des parties s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel (Les « Données Personnelles »), notamment la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et mise à jour, et le Règlement Général sur la Protection des Données (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (la « Réglementation Protection des Données Applicable »).

Le Titulaire aura accès à des Données Personnelles lors de la réalisation des Prestations qui lui sont attribués en vertu de l'Accord-cadre.

A ce titre, le Titulaire s'engage à respecter les stipulations de l'annexe « Sous-traitance de traitement de données personnelles » jointe aux présentes qui fournit le cadre contractuel applicable entre l'Acheteur, agissant comme responsable de traitement et le Titulaire agissant comme sous-traitant au sens de la Réglementation Protection des Données Applicable.

4.6 Force majeure

En cas de force majeure, les parties ne peuvent être tenues pour responsable de l'inexécution des obligations qui leur incombe en vertu de l'Accord-cadre, et aucune pénalité, astreinte ou indemnisation quelconque ne sera due.

En cas d'évènement ayant le caractère de force majeure, il appartient à la partie empêchée d'exécuter ses obligations contractuelles, sous peine de ne pouvoir s'en prévaloir, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la survenance de l'évènement :

- De notifier à l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception la survenance de l'évènement en justifiant son caractère de force majeure ;
- D'en indiquer la durée prévisible ;
- D'informer l'autre partie des dispositions prises ou qu'elle compte prendre.

L'exécution de l'Accord-cadre est alors suspendue pendant la durée dudit cas de force majeure et reprend ensuite son cours.

Cependant, dès la disparition de la cause de la suspension de leurs obligations réciproques, les parties reprendront l'exécution normale de leurs obligations contractuelles. La partie empêchée avertira l'autre de la reprise de son obligation par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si, du fait de l'évènement ayant le caractère de force majeure, la partie concernée est empêchée d'exécuter ses obligations pendant une durée supérieure à un (1) mois, l'Acheteur se réserve le droit de résilier l'Accord-cadre, cette disposition étant exclusive de l'attribution de tout dommage et intérêt à l'une ou l'autre des parties.

De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure, ceux habituellement qualifiés de tels par l'article 1218 du Code civil et la jurisprudence administrative.

4.7 Recours par le Titulaire à des tiers pour l'exécution de l'Accord-cadre

Le Titulaire peut recourir à des sous-traitants pour l'exécution d'une partie des Prestations de l'Accord-cadre, à condition d'avoir préalablement obtenu de l'Acheteur soit avant la notification de l'Accord-cadre, soit en cours d'exécution de l'Accord-cadre, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

La sous-traitance totale de l'Accord-cadre est strictement interdite.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à six cents (600) euros TTC, le sous-traitant « direct » qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'Acheteur est payé directement par ce dernier, pour la partie de l'Accord-cadre qu'il assure directement.

En cas de sous-traitance autorisée, le Titulaire reste seul et unique responsable des obligations qui lui incombent, en vertu de l'Accord-cadre.

Il est expressément convenu que tout sous-traitant auquel le Titulaire fera éventuellement appel, est soumis aux exigences contenues dans l'ensemble des Documents contractuels notamment aux règles de qualité, de confidentialité et de sécurité prévues dans les Documents contractuels.

Si le Titulaire entend recourir à un ou plusieurs tiers de nationalité étrangère, il communique préalablement à l'Acheteur une déclaration du ou des tiers concernés, permettant de les identifier clairement et ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution de l'Accord-cadre 20245372 Mise à disposition de places en crèches pour les enfants du personnel de la Caisse des dépôts. Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'Accord-cadre et soumises aux modalités du présent cahier des charges. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'Accord-cadre sont rédigées en français. »

Dans le cas où le ou les tiers concernés ont la qualité de sous-traitant, cette déclaration est communiquée à l'Acheteur avec le formulaire de déclaration de sous-traitance (formulaire Cerfa DC4).

4.8 Travail dissimulé

Le Titulaire s'engage à ce que les personnes affectées à la réalisation des prestations de l'Accord-cadre soient régulièrement employées au regard de la législation et en particulier du Code du travail.

Le Titulaire s'engage également, dans le cas où il aurait l'intention de faire appel, pour la réalisation des prestations de l'Accord-cadre, à des salariés de nationalité étrangère, à ce que ces salariés soient lors de leur intervention autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

4.9 Conflits d'intérêt

Les intervenants du Titulaire réalisent leurs prestations avec probité et intégrité.

Ils veillent à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts, qui est défini comme :

« Une situation dans laquelle un membre de l'équipe proposée se trouve, dans le cadre de ses activités, confronté à des intérêts divergents ou non strictement alignés et dont au moins l'un d'eux pourrait corrompre la motivation à agir sur les autres, ou donner cette impression. Il peut s'agir d'un désalignement entre plusieurs

intérêts professionnels ou entre des intérêts personnels et professionnels. Au-delà de la diversité des situations possibles, celles-ci ont en commun l'atteinte portée à l'objectivité de la prise de décision ou dans l'accomplissement des missions. »

Les intervenants doivent être à jour de leurs obligations déontologiques, notamment pour les anciens agents publics (autorisation de la commission de déontologie de l'administration d'origine ou autorisation de l'employeur soumise à approbation de l'administration bénéficiaire). Au-delà des poursuites pénales applicables, l'administration peut être amenée à écarter du suivi du présent accord-cadre toute personne (titulaire ou bénéficiaire) ne respectant pas ces règles.

Lors de la remise de son offre, le titulaire a remis une attestation précisant que l'entreprise, personne morale certifiée pour elle et pour les membres de son équipe qu'il n'y pas de situation de conflit d'intérêt. Ce document devra être réactualisé, si nécessaire en cas de changement de membre de l'équipe.

4.10 Clause de réexamen

Conformément aux articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique, les clauses de réexamen décrites ci-après pourront s'appliquer en cours d'exécution de l'Accord-cadre.

De même, conformément à l'article 25 du CCAG-FCS, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'Accord-cadre, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance. Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

a) Ajouts de fournitures et/ou de prestations au BPU en cours d'exécution ;

Conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra se rapprocher du titulaire de l'Accord-cadre pour ajouter des fournitures et prestations au BPU en cas de besoin. Conformément à l'article R. 2194-7 du Code de la commande publique, les ajouts ne pourront conduire à une augmentation de plus de dix pourcent (20%) du montant de l'Accord-cadre initial. De nouvelles lignes au BPU indiqueront les prix de ces nouvelles prestations et/ou produits.

Ces modifications feront l'objet d'un avenant.

b) Arrêt ou suspension de prestations liées à un événement indépendant de la volonté de l'Acheteur ;

c) Changement de dénomination sociale du Titulaire ;

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais l'Acheteur et communiquer un extrait Kbis et une fiche SIREN mentionnant ce changement ainsi qu'un nouveau relevé d'identité bancaire (RIB) et, le cas échéant toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce dans un journal d'annonces légales notamment), dans les plus brefs délais.

d) Changement de co-contractant en cours d'exécution de l'Accord-cadre ;

En cas de transfert de l'Accord-cadre à une autre entreprise après cession de fonds de commerce, cession d'activités, fusion/absorption ou mise en location gérance, le Titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais l'Acheteur.

Prenant acte de cette demande de transfert, l'Acheteur vérifiera que la société cessionnaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. En vue de cette vérification, la nouvelle entreprise devra produire les documents listés à l'article R. 2343-16 du Code de la commande publique et aux articles D. 8222-5 et D. 8254-2 (Titulaire établi en France) ou D. 8222-7 et D. 8254-3 (Titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du Code du travail qui lui seront demandés.

Un extrait Kbis, une fiche SIREN et un relevé d'identité bancaire devront également être joints à la demande ainsi que, le cas échéant, toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce dans un journal d'annonces légales notamment).

Suite à cette vérification, ce changement fera l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'Accord-cadre au nouveau Titulaire. Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter l'Accord-cadre, l'Acheteur procédera à la résiliation de l'Accord-cadre sans indemnités ni préavis.

4.11 Clause de non-exclusivité

Sans préjudice à l'obligation de respecter l'ensemble des obligations contractuelles souscrites au titre du présent Accord-cadre, l'Acheteur se réserve le droit de passer des commandes auprès d'un autre prestataire pour des **besoins occasionnels et ponctuels**.

L'Acheteur se réserve la possibilité de recourir à des prestataires autres que les titulaires de l'accord-cadre pour la réservation de places en crèche dans deux exceptions :

- Lorsque les structures proposées par les titulaires ne répondent pas au besoin de proximité géographique par rapport aux lieux de vie et / ou de travail et /ou de trajet lieux de vie /travail des familles bénéficiaires ;
- Lorsque les structures proposées par les titulaires ne répondent pas au besoin de stabilité et de continuité de l'accueil au sein d'une même structure de l'enfant bénéficiant d'une place réservée précédemment par la CDC.

4.12 Changement de circonstances

Il est convenu que, pendant toute la durée de l'Accord-cadre, le Titulaire fera son affaire à ses frais de tout changement des dispositions législatives ou réglementaires ou des normes de place qui pourrait entraîner une évolution des conditions techniques d'exécution des prestations ou des services.

Toutefois, dans l'hypothèse où de la législation ou de la réglementation applicable aux activités objet de l'Accord-cadre aurait pour effet, en raison de sa nature ou de son étendue, de bouleverser significativement et sur une durée conséquente l'équilibre économique du marché, les parties conviennent de se rencontrer, à l'initiative de la plus diligente d'entre elles, afin d'examiner de bonne foi les modifications qui peuvent être apportées aux prix pratiqués par le Titulaire, sans obligation pour le pouvoir adjudicateur d'accepter une quelconque révision des conditions de prix, et ceci sans préjudice de l'obligation pour le pouvoir adjudicateur de poursuivre l'exécution de ses obligations au titre de l'Accord-cadre dans l'attente d'un éventuel accord des parties sur les mesures susceptibles d'être adoptées.

5. Garanties financières

Il n'est pas exigé du Titulaire qu'il produise une garantie financière pour l'exécution de l'Accord-cadre.

6. Prix de l'Accord-cadre

Les prestations faisant l'objet de l'Accord-cadre sont réglées **à prix unitaires** par application, aux quantités réellement exécutées, des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

Les prix toutes taxes comprises sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, frais de déplacement éventuel, frais liés à l'assurance (avec franchise le cas échéant) et frais de transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que la fourniture de la totalité des livrables dus par le Titulaire au titre de la prestation concernée, notamment les livrables dus au titre des obligations de reporting, traçabilité, sécurité, qualité, RSE.

7. Avance

Le présent article déroge aux stipulations de l'article 11.1 du CCAG-FCS. Il est spécifié qu'aucune avance ne sera versée.

8. Modalités de règlement des comptes

8.1 Acomptes et paiement partiels définitifs

Pour chaque bon de commande, l'Accord-cadre ne donnera pas lieu au versement d'acomptes.

Le montant des prestations commandées est réglé après vérification et admission du ou des prestations dues au titre de la prestation prononcée dans les conditions définies au présent CCAP, et sur présentation d'une demande de paiement (facture) par le Titulaire.

Les factures, conformes aux bons de commande émis par l'Acheteur, sont transmises par mail dans le mois qui suit l'envoi du bon de commande. Elles varient selon la date d'entrée de l'enfant à la crèche.

Les occupations de berceaux commencées et/ou terminées en cours de mois ou de trimestre sont facturés au prorata du nombre de jours ou de mois exécutés. Un jour est facturé à hauteur d'un trois cent soixante cinquième (1/365e) de la prestation annuelle et un mois complet à hauteur d'un douzième (1/12e) de la prestation annuelle, un trimestre complet est facturé à hauteur d'un quart (¼) de la prestation annuelle.

8.2 Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.5 du CCAG-FCS.

Les demandes de paiement seront transmises obligatoirement sous forme électronique, conformément à l'article 11.8 du CCAG-FCS portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du contrat ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La nature des prestations exécutées ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- Lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution de l'Accord-cadre, le montant correspondant à la période en cause ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations de l'Accord-cadre, hors TVA ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS ;
- Le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- La date de facturation ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations de l'Accord-cadre ;
- La mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale (notamment les auto-entrepreneurs relevant du régime fiscal de la micro-entreprise).

Pour la CDC : Libellé de facturation :

Caisse des Dépôts et Consignations
DEOFF2-Plateforme d'exécution des dépenses
56 rue de Lille
75356 PARIS 07 SP

**Les demandes de paiement devront indiquer impérativement le numéro de commande de l'Acheteur. A défaut, elles ne pourront pas être traitées.
De plus, chaque facture devra obligatoirement, comporter les coordonnées bancaires au format IBAN.**

Transmission des factures :

Le dépôt et la transmission des factures sont effectués exclusivement de manière électronique sur le Portail SY de Cegedim (fichier PDF natif, pas de scan).

Les factures transmises par tout autre moyen (courrier postal, transmission par courriel, ...) seront rejetées (obligation de facturation électronique depuis le 1^{er} janvier 2020).

Pour l'accès au portail SY le Titulaire reçoit ses codes d'accès sur l'adresse mail contact déclarée sur la plateforme Provisis lors de l'attribution du marché. Si vous ne recevez pas vos codes d'accès, merci de vous adresser à l'adresse électronique suivante : assistance-sy@caissedesdepots.fr.

Le portail SY permet de consulter le statut des factures après intégration par la Caisse des Dépôts jusqu'au paiement.

Le mode opératoire « *Facturez plus facilement la Caisse des Dépôts, recevez plus rapidement vos règlements* » ainsi que le « *Portail SY – Les bonnes pratiques à adopter* » sont détaillés en annexe, et à transmettre à votre service facturation.

Pour les autres membres du groupement, les demandes de paiement devront parvenir directement à chaque membre du Groupement correspondant.

Les adresses des plateformes de paiement des tous les autres membres du Groupement seront communiqués aux Titulaires de l'accord-cadre, après la notification de ce dernier.

8.3 Délai de paiement

L'Acheteur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du *compte bancaire dont il aura joint le RIB à l'acte d'engagement de l'accord-cadre*.

Sous réserve des dispositions de l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique, les sommes dues au(x) Titulaire(s), seront payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des demandes de paiement par l'Acheteur ou toute autre personne habilitée par l'Accord-cadre à cet effet.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le(s) Titulaire(s) ont droit, sans qu'il(s) ai(en)t à les demander, au versement d'intérêts moratoires ainsi que d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant et le délai de paiement sont déterminés en application des R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

8.4 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8.5 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'Acheteur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du Titulaire sous un délai de quinze (15) jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le Titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, c'est ce dernier qui doit également valider la demande de paiement.

9. Pénalités

9.1 Conditions générales d'application des pénalités

Sauf stipulation contraires contenues dans les Documents contractuels, les pénalités prévues au présent article sont appliquées dans les conditions ci-après.

En cas de manquement à ses obligations contractuelles, le Titulaire encourt les pénalités prévues au présent article. Il est précisé que l'application des pénalités ne restreint pas le droit de l'Acheteur de résilier l'Accord-cadre en application des stipulations contractuelles.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, toute pénalité de retard commence à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain ou le jour où le délai contractuel d'exécution des Prestations est expiré, sauf prolongation du délai d'exécution accordée par l'Acheteur conformément aux stipulations contractuelles ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, ou en application de l'article 21.5 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités.

Les pénalités peuvent être cumulées. L'Acheteur se réserve le droit de rectifier les factures du Titulaire pour y intégrer les pénalités applicables.

La non-réclamation ou la non-facturation des pénalités ne peut être interprétée comme une renonciation de l'Acheteur à appliquer les pénalités.

Nonobstant l'application des pénalités, l'Acheteur se réserve le droit de demander des dommages et intérêts à titre d'indemnisation du préjudice subi résultant du manquement contractuel constaté.

L'Acheteur émettra un titre exécutoire correspondant au montant des pénalités et notifiera le décompte des pénalités au Titulaire. Il est convenu que l'Acheteur pourra déduire le montant de ce titre exécutoire du règlement correspondant au mois de prestation, objet des pénalités.

Le décompte des pénalités est notifié au Titulaire.

Toutefois, le montant des pénalités des articles 10.2 et 10.6 du présent CCAP, appliquées au Titulaire sur la durée totale de l'Accord-cadre ne peut être supérieure à dix pourcent (10 %) du montant cumulé HT des bons de commande émis en exécution de l'Accord-cadre.

En cas de retards consécutifs et/ou de Dysfonctionnements répétés et/ou en dans le cas où le plafond de pénalité mentionné à l'alinéa précédent est atteint, l'Acheteur peut procéder par courrier recommandé, à la résiliation de plein droit de l'Accord-cadre pour manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles, dans les conditions prévues à l'article 41 « Résiliation pour faute du Titulaire » du CCAG-FCS. L'Acheteur se réserve le droit de prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer l'exécution des Prestations en cours jusqu'à leur achèvement, et ce aux frais et risques du Titulaire retenu sauf cas de force majeure, sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité de ce fait. La résiliation interviendra par lettre recommandée avec accusé de réception, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être réclamés par l'Acheteur au titre des préjudices subis.

9.2 Pénalité pour non-respect de la législation du travail

En cas de non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, le Titulaire encourt une pénalité dont le montant est égal à dix pourcent (10%) du montant TTC des bons de commande émis par l'Acheteur à la date à laquelle l'Acheteur a eu connaissance de l'infraction commise et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5, soit 225 000 euros ou 375 000 euros en cas d'emploi d'un mineur soumis à l'obligation scolaire.

9.3 Indemnité forfaitaire pour non-respect de l'obligation de confidentialité

Compte tenu de la sensibilité des documents et données transmises au Titulaire, l'obligation de confidentialité est une obligation essentielle de l'Accord-cadre sans laquelle l'Acheteur n'aurait pas contracté avec le Titulaire.

En complément des stipulations de l'article 5-1 du CCAG-FCS, en cas de non-respect de l'obligation de confidentialité dont il est rapporté la preuve par l'Acheteur, le Titulaire sera redevable à l'égard de l'Acheteur, après notification écrite par lettre recommandée avec accusé de réception, d'une indemnité forfaitaire de 8 900 € HT due à titre de clause pénale, sans préjudice de tous dommages et intérêts en indemnisation des préjudices afférents.

L'indemnité forfaitaire est applicable par violation constatée de l'obligation susvisée. Le Titulaire reconnaît que la violation de l'obligation de confidentialité étant définitive, la mise en œuvre de la clause pénale et la demande d'indemnisation associée ne nécessite pas une mise en demeure préalable.

Le Titulaire reconnaît que cette clause pénale n'est ni dérisoire ni excessive au regard des enjeux de l'Accord-cadre et des informations auxquelles il aura accès.

9.4 Pénalités de retard

Concernant le reporting trimestriel, lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, une pénalité égale à 50,00 euros, par quinzaine de retard pourra être appliquée.

9.5 Pénalité pour non-respect de la qualité de service

Par dérogation à l'art. 14 du CCAG-FCS, des pénalités forfaitaires d'un montant à 50 € pourront être exigées par le pouvoir adjudicateur à chaque constat du non-respect de la transmission de l'exemplaire du contrat d'inscription de l'enfant liant les parents de l'enfant et la crèche par semaine de retard.

9.6 Pénalités pour non-respect des obligations sociales et environnementales

En cas de non-respect des obligations sociales et environnementales prévues par l'article « Obligations environnementales » du présent CCAP le Titulaire encourt une pénalité dont le montant est égal cinquante (50) euros par constat. Chaque constat de non-conformité environnementale sera considéré comme un événement distinct donnant lieu à l'application de la pénalité.

10. Constatation de l'exécution des Prestations

10.1 Vérifications

Par dérogation aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS, les vérifications quantitatives et qualitatives seront effectuées par le représentant de l'Acheteur en charge de l'exécution de l'Accord-cadre.

La signature du bon de livraison par le représentant de l'Acheteur réceptionnant la commande, ne vaut que pour acceptation de la livraison sous réserve de vérification des quantités et de la qualité notamment des Matériels effectivement reçus.

10.2 Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le représentant de l'Acheteur, en charge de l'exécution de l'Accord-cadre, prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

11. Résiliation de l'Accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'Accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, l'Accord-cadre sera résilié aux torts du Titulaire.

Les conditions de résiliation applicables au présent Accord-cadre sont les suivantes :

L'Acheteur se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution des Prestations prévues par le présent Accord-cadre, aux frais et risques du Titulaire - selon les modalités prévues à l'article 45 du CCAG-FCS - soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une Prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'Accord-cadre prononcée pour faute du Titulaire.

Outre les cas visés à l'article 41 du CCAG-FCS, l'Accord-cadre peut être résilié pour faute du Titulaire :

- En cas de retards consécutifs et/ou de Dysfonctionnements répétés ou d'atteinte du plafond de pénalité prévue à l'article « Conditions générales d'application des pénalités ». Ce plafond, n'interdit pas de résilier l'Accord-cadre selon les dispositions de l'article 41.1 c) du CCAG-FCS même si celui-ci n'est pas atteint ;
- En cas de décision de rejet prise par l'Acheteur en application de l'article « Constatation de l'exécution des Prestations » du présent CCAP ;
- En cas de décision de refus définitif de la Solution, prise par l'Acheteur en application de l'article « Recette - Vérification de service régulier des Solutions » ;
- En cas de non-respect par le Titulaire de l'obligation de communication de documents prévue à l'article « Régularité administrative du Titulaire » du présent CCAP.

Dans ces quatre cas, la résiliation ne peut être prononcée qu'après que le Titulaire ait été mis en demeure de faire valoir ses observations.

12. Responsabilités et assurances

12.1 Responsabilité du Titulaire

Le Titulaire supportera seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à l'Acheteur, à des tiers ou aux personnels de l'Acheteur. Il s'engage, en outre, à garantir l'Acheteur contre toute action ou réclamation intenté par des tiers contre l'Acheteur.

En toute hypothèse, la responsabilité du Titulaire à raison de tout dommage résultant de l'inexécution ou de la mauvaise exécution du présent Accord-cadre, est expressément limitée, par sinistre, à un montant maximum de cinq (5) fois le montant cumulé TTC et global des bons de commande conclu avec le Titulaire et ce, quel que soit le fondement juridique de la réclamation et la procédure employée pour la faire aboutir.

Toutefois, le plafond susvisé ne s'applique pas :

- En cas de manquement du Titulaire à ses obligations légales ou contractuelles telles que visées en annexe « sous-traitance de traitement de données à caractère personnel », en qualité de sous-traitant au sens de la réglementation et législation applicable en matière de données à caractère personnel ;
- En cas de mise en œuvre des dispositions de l'article « Garantie d'éviction » ;
- En cas de manquement à une obligation essentielle du Contrat ;
- En cas de faute lourde ou dolosive du Titulaire.

En cas de co-traitance, l'Acheteur pourra engager la responsabilité du Titulaire, quel que soit la forme du groupement, notamment pour les litiges, réclamations, actions fondées sur des actes de contrefaçon ou d'agissements parasitaires du co-traitant.

Les parties ne pourront pas voir leur responsabilité engagée au titre des préjudices indirects au sens des dispositions de l'article 1231-4 du Code civil.

Il est expressément convenu entre les parties, et accepté par le Titulaire, que les stipulations de la présente clause continueront à s'appliquer même en cas de résiliation de l'Accord-cadre.

12.2 Assurances

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'Accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance cyber-risques et un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité civile professionnelle lui incombant en cas de non-respect de ses obligations contractuelles, et garantissant les conséquences de toutes fautes ou dommages pouvant être causés à la CDC et/ou son personnel dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre, conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS.

Le Titulaire s'engage à conclure une police d'assurance contenant des garanties en adéquation avec les enjeux opérationnels et financiers de l'Accord-cadre.

Il devra également fournir une nouvelle attestation conforme aux dispositions ci-avant à la reconduction de l'accord-cadre.

Les montants de garantie prévus dans les polices d'assurances sont considérés comme des minima et ne peuvent en aucun cas constituer une limite à la responsabilité du Titulaire.

Le Titulaire devra transmettre, chaque année, une copie de son attestation d'assurance précisant qu'il est à jour du paiement de ses primes sur www.provigis.com, plateforme de la société PROVIGIS mandatée par l'Acheteur pour la collecte des documents légaux.

Au cours de la période de validité de l'Accord-cadre, en cas de changement affectant soit l'assureur, soit les termes de la police, le Titulaire de l'Accord-cadre s'engage à en informer l'Acheteur, à la même adresse, dans un délai d'un (1) mois. L'Acheteur se réserve le droit de résilier l'Accord-cadre si elle juge la nouvelle police insuffisante.

À tout moment durant l'exécution de la Prestation, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Acheteur, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

13. Droit et langue

Le présent Accord-cadre sont soumis au droit français.

En cas de litige sur l'exécution de l'Accord-cadre, seul le Tribunal Administratif de Paris, 7 rue de Jouy (75004 Paris) est compétent en la matière, étant précisé que les litiges portant sur des actions civiles relatives à la propriété intellectuelle sont portés devant la juridiction judiciaire compétente.

En cas de compétence rationae materiae différente, notamment afférente à la validité des droits de propriété intellectuelle, objet de la cession visée dans les Documents Contractuels, le ressort du tribunal compétent sera celui du ressort des tribunaux de Paris.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Pour information, le numéro de TVA intracommunautaire de la CDC est le : FR 77 180 020 026.

14. Clauses complémentaires

14.1 Régularité administrative du Titulaire

Les documents à produire par le Titulaire sont à remettre sur www.provigis.com, plateforme de la société PROVIGIS mandatée pour la collecte des documents légaux. Le service de dépôt de documents est gratuit.

A l'attribution de l'Accord-cadre :

- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales.

Le Titulaire produira ainsi **tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'Accord-cadre** :

- 1) Les pièces prévues aux articles D. 8222-5, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 (si cocontractant établi ou domicilié à l'étranger) du Code du travail :
 - Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale : **attestation URSSAF** ;
 - Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, un **justificatif d'immatriculation** qui pourra être l'un des documents suivants :
 - a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
 - b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
- 2) Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, et en application des articles L. 8254-1 et D. 8254-2 à 5 du Code du travail, le document suivant est également à produire :
 - **La liste nominative des salariés étrangers** employés par le candidat et **soumis à autorisation de travail** mentionnée à l'article L. 5221-2 du Code du travail (ou attestation sur l'honneur en cas de non-emploi). Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ;
 - **Ou attestation sur l'honneur en cas de non-emploi.**

Le Titulaire établi dans un État autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

14.2 Information du Titulaire sur le dispositif de déontologie de l'Acheteur

L'Acheteur est doté d'un Code de déontologie édictant des principes et des règles de déontologie et de bonne conduite et le tient à disposition du Titulaire. À titre informatif, le Titulaire peut communiquer à l'Acheteur tout document faitier (code, charte, etc.) propre à son organisation interne dans ce domaine.

Le Titulaire informe ses employés, ses sous-traitants ou autres sous-contractants éventuels que les agents de l'Acheteur ne sont pas autorisés à recevoir des cadeaux ou avantages de la part de tiers, y compris lorsqu'ils sont offerts en guise de remerciements ou en tant que simple usage de courtoisie.

En outre, conformément aux dispositions du Code de déontologie, les prestataires et intérimaires intervenant pour le compte de l'Acheteur disposent de la faculté d'exercer un droit d'alerte auprès du Déontologue du

Groupe CDC. Les conditions de l'exercice de ce droit d'alerte sont précisées dans une procédure spécifique tenue à disposition du Titulaire.

14.3 Information du Titulaire s'agissant de la lutte contre la corruption

L'Acheteur met en œuvre une politique de lutte contre la corruption et le trafic d'influence par le déploiement de dispositifs visant à conduire ses activités dans le strict respect de la réglementation.

Dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre, il est attendu du Titulaire qu'il respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et les manquements à la probité et notamment les dispositions de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 dès lors qu'il y est assujéti.

14.4 Information du Titulaire sur l'assujettissement de la CDC à la LCB-FT

La Caisse des Dépôts est, aux termes de l'article L. 561-2, 1° du Code Monétaire et Financier (CMF), assujettie aux obligations de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Elle relève, dans ce domaine, du contrôle direct de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), conformément à l'article L. 561-36 du CMF.

Le Titulaire de l'Accord-cadre est informé que la Caisse des Dépôts, dans le cadre de la réglementation sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, est soumise à des obligations de vigilance, de contrôle et de déclaration.

En application de ladite réglementation, la Caisse des Dépôts peut être tenue, notamment, de fournir aux autorités de contrôle les documents relatifs à l'identité de ses cocontractants ainsi que, le cas échéant, les caractéristiques des opérations effectuées par ces derniers.

14.5 Plan de progrès

Les parties s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue dans l'exécution des prestations pendant toute la durée de l'Accord-cadre.

Dans cette perspective, les parties conviennent de tenter d'élaborer conjointement un plan de progrès (basé sur l'offre et la proposition faite dans mémoire technique du Titulaire) après la notification de l'Accord-cadre visant à améliorer la qualité développée par le Titulaire pour l'exécution des prestations.

Le cas échéant, lors de la réunion visant à la mise en place du plan de progrès après la notification de l'Accord-cadre, les points suivants devront être définis conjointement entre le Titulaire et l'Acheteur :

- 1) les objectifs mesurables et/ou quantifiables ;
- 2) les indicateurs de mesure associés ;
- 3) les actions à la charge du Titulaire ;
- 4) les actions à la charge de l'Acheteur ;
- 5) les moyens et ressources mobilisés par chacune des parties ;
- 6) le calendrier prévisionnel de chacune des actions ;
- 7) les modalités de partage des gains financiers ou non-financier le cas échéant ;
- 8) les instances dévolues au pilotage et à la gouvernance le cas échéant.

Dans le cadre du présent Marché, l'Acheteur souhaite que le Plan de progrès dispose d'un volet RSE, portant en particulier sur la décarbonation : réduction significative du volume d'émission carbone associées aux achats, dont la cible est à définir conjointement, mais avec toutefois un niveau minimum de 2000 tonnes à l'échéance de l'accord-cadre. En concertation avec le Titulaire, la cible pourra être adaptée. Le résultat de l'audit initial en début de marché devra nécessairement être en constante progression d'année en année.

Le plan de progrès, validé par les parties, sera contractualisé dans le cadre d'un **avenant** au présent Accord-cadre.

Après la mise en place du plan de progrès, une réunion **annuelle** aura lieu visant à vérifier :

- l'atteinte des objectifs (construction d'un tableau de bord avec des indicateurs fournissant l'information utile et permettant d'obtenir de meilleurs résultats) ;
- la conformité des livrables ;

- le respect des délais ;
- les économies générées par le plan de progrès le cas échéant.

15. Dérogations

Les dérogations aux CCAG-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

- L'article « Pièces contractuelles » déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS ;
- L'article « Prolongation des délais » déroge à l'article 13.3 du CCAG-FCS ;
- L'article « Garantie en contrefaçon » déroge aux articles 37.4.2 du CCAG-FCS ;
- L'article « Protection des données à caractère personnel » déroge à l'article 5.2 du CCAG-FCS ;
- L'article « Avance » déroge à l'article 11.1 du CCAG-FCS ;
- Les articles « Conditions générales d'application des pénalités » « Retard de toute autre nature » dérogent à l'article 14.1 du CCAG-FCS ;
- L'article « Vérifications » déroge aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS ;
- L'article « Résiliation de l'Accord-cadre » déroge à l'article 42 du CCAG-FCS ;